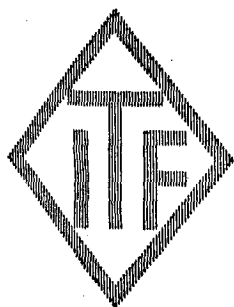


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N°19
Quatrième année

Amsterda, le 26 septembre '36.

20.000 Dantzikois
chassés de leur
patrie.

(I.T.F.) Le Sénat national-socialiste de la "Ville libre" de Dantzig a contraint 20.000 de ses citoyens à quitter leur patrie.

On a déclaré aux vieux ouvriers, employés et fonctionnaires ainsi qu'aux invalides à qui le Troisième Reich doit servir une pension qu'ils n'avaient qu'à émigrer, eux et leurs familles, en Allemagne; à Dantzig on ne leur payerait plus un centime. Le même Sénat a retiré à bien des chômeurs dantzikois l'allocation de chômage de sorte qu'ils ont bien dû consentir à se laisser transférer dans le Troisième Reich pour y travailler aux fortifications. Ainsi que le constate le Oberregierungsrat Dr. Dormeyer (à la page 68 de la brochure qui vient de paraître de sa main "Die Danziger Marktregelung") les Nazis ont chassé un total de 20.000 Dantzikois de leur patrie.

Les défenseurs du "sol natal" ont déporté jusqu'ici un sur 20 Dantzikois.

Arrestations massives en Italie. (I.T.F.) Depuis le début de l'agression contre l'Abyssinie la police secrète italienne, la OVRA procède dans presque toutes les villes d'Italie à des arrestations en masse. A Milan, Turin, Gênes, Venise et Livourne uniquement, le fameux commandement spécial de Rome a fait arrêter des centaines d'ouvriers antifascistes et de nombreux intellectuels. Les journaux italiens ne pouvaient pas parler de ces rafles. A présent toutefois les arrestations d'antifascistes ont pris une telle ampleur que l'agence de presse officielle est même obligée de les reconnaître. Elle ne fait mention, il est vrai, que d'arrestations peu nombreuses. Nous savons cependant que dans la petite ville de Terni (Ombrie) uniquement on a arrêté le 30 août environ 300 ouvriers des fabriques d'armes parce qu'ils avaient manifesté leurs sympathies pour les antifascistes espagnols en lutte.

Pas même une indemnité de vie
chère.

(I.T.F.) Depuis la guerre abyssine, l'Italie fasciste ne publie plus de statistiques sur les prix. Suivant le correspondant italien du "Times" de Londres (N° du 15 août) le ministre italien des Finances aurait à présent reconnu que pendant la période

allant de septembre 1935 à mai 1936 les prix de gros ont monté en Italie de 9%. On peut admettre que le coût de la vie a pour le moins monté dans une même mesure et plutôt davantage. Entretemps les prix continuent à monter. A la mi-août les prix du froment ont été augmentés à nouveau. Ceci signifie, étant donné le rôle que les pâtes alimentaires jouent dans la nourriture du peuple italien, un renchérissement sensible de la vie. Les augmentations accordées ces derniers temps aux ouvriers dont une certaine effervescence s'était emparé ne varient cependant qu'entre 5 et 10%. Une grande partie des travailleurs n'ont même pas obtenu une indemnisation complète de l'augmentation du coût de la vie, dans le cas le plus favorable les salaires réels sont maintenus au bas niveau où ils avaient été abaissés en 1935! On ne souffle plus mot de l'amélioration des conditions promise pour après la guerre.

(Pour les rédactions: les augmentations des salaires se montent suivant des renseignements de source fasciste aux pourcentages suivants - industrie du bâtiment, industrie chimique, industrie de la soie, tanneries, 10%; gaz et électricité 8 à 10%; cuir et peaux 7 à 10%; marins 6 à 10%; bois et métaux 8%; mines 5 à 8%.)

Fascisme catholique .

(I.T.F.) L'Autriche est le pays modèle aux yeux du Vatican. Il est vrai que la dictature portugaise arbore aussi la croix potencée mais la constitution de la dictature chrétienne d'Autriche se réclame expressément des encycliques sociales des papes et le clergé qualifie avec orgueil l'Etat danubien d'Etat du "Quadragesimo Anno". Les évêques allemands qui, dans leur dernier message pastoral, offrent leur alliance au Chancelier Hitler, à l'homme responsable des persécutions des ouvriers catholiques, qu'ils désignent comme "notre Führer", qui dans bien des pays promettent aux travailleurs une réalisation du paradis sur terre, évitent toutefois soigneusement de faire allusion à l'Autriche. En Autriche en effet, les ouvriers ont appris ce que veut dire le fascisme catholique. Leur indignation contre cette forme de réaction --dont on cherche à cacher le véritable aspect--est si forte que des organes "syndicaux" fascistes et des prêtres catholiques doivent même aller jusqu'à donner expression aux protestations: "Nombreuses sont les plaintes des ouvriers au sujet d'employeurs qui ne respectent pas les contrats collectifs, qui dépriment les taux des salaires et refusent de rétribuer les heures supplémentaires. Pas moins nombreuses sont celles au sujet d'employeurs qui refusent de signer des contrats collectifs et qui payent de vrais salaires de famine ..A quoi servent les manifestations et les lois sociales si les discours ne sont pas pris à cœur et les lois pas respectées?" ("Arbeiterwoche" organe du syndicat fasciste unique, N°35 du 5 septembre).

Le conseiller spirituel du mouvement chrétien des ouvriers et employés, un père cistercien, doit reconnaître: " Il faut l'avouer franchement: l'ouvrier n'a pas ce qu'il a, grâce à la nouvelle Autriche chrétienne; il l'a conquis au prix de dures luttes dans l'ancien "Etat des partis", haï et honni. Vu qu'on ne peut pas s'attendre à des miracles on ne peut pas exiger des aveux pour lesquels il n'y a aucun motif. L'ouvrier autrichien devrait-il donc se déclarer d'accord avec les injustices dont il a toujours à nouveau été frappé?...Un honnête homme ne peut que constater avec un hochement de tête que les travailleurs autrichiens se laissent faire". ("Oesterreichische Arbeiterzeitung" N° 34 du 22 août). Et les ouvriers catholiques soupirent après 2 années et demie de dictature catholique: "Est-il donc vraiment nécessaire d'avoir recours à des grèves générales et à des gouvernements de Front populaire pour établir des situations plus sociales et imposer quelques bornes au pouvoir de quelques gros financiers? Faut-il laisser la chose à ces milieux? Qu'est-ce qui en est de la répartition plus juste des biens terrestres réclamée par le Pape?" (D'un éditorial de la "Oesterreichische Arbeiterzeitung", organe central du mouvement des ouvriers et employés chrétiens, N° du 5 septembre 1936).

Voici quelle est "la répartition plus juste des biens terrestres" dans l'Etat modèle du fascisme autrichien:

"Aucune des entreprises industrielles (autrichiennes) payant des dividendes n'a réduit pour 1935 les sommes distribuées. Dans un nombre de régions les dividendes ont été majorés, la majorité a maintenu les taux payés en 1934"--ainsi annonce l'organe du syndicat fasciste autrichien des travailleurs de l'alimentation, (septembre 1936) . En même temps l'Institut officiel autrichien pour l'étude des conjonctures écrit: " Le chiffre d'affaires dans l'industrie de la confection reste toujours légèrement au-dessous de la valeur de juillet 1935...

Le débit de chaussures qui depuis mars dernier baisse constamment a diminué encore en juillet de 4% en comparaison de juin"...." Le mouvement des denrées alimentaires a baissé de mai à juin de 12% et se trouve (malgré une hausse des prix! Réd.) à 7% au-dessous du chiffre de juin 1935. Une analyse plus détaillée fait ressortir que le recul de la consommation reste limité en général aux couches les moins aisées de la population."

Les masses ont faim-- les dividendes augmentent. Voilà la juste répartition des biens terrestres!

Un vain appel au Saint-Père! (ITF) Les journaux catholiques autrichiens --demême que de nombreux journaux catholiques d'autres pays-- approuvent et louent comme sauveurs de la chrétienté les officiers espagnols qui sous la direction des deux généraux francs-maçons Cabanellas et Queipo de Llano se sont révoltés et ont, pour massacrer les travailleurs catholiques espagnols, amenés en Espagne des légionnaires de l'Eglise grecque et des Marocains mahométans. Les travailleurs autrichiens sont indignés de cette hypocrite défense de la soldatesque espagnole. L'organe central du mouvement chrétien des ouvriers et employés chrétiens, le "Oesterreichische Arbeiterzeitung" qui paraît à Vienne en toute légalité a protesté contre les invectives de la presse catholique de mauvaise foi: "Nous sommes lorsqu'il s'agit de condamner et d'établir des responsabilités, plus prudents que des gens pour qui les intérêts de groupe passent avant la justice. Les traditions peu sociales, voire anti-sociales du catholicisme espagnol ne sont pas pour peu, historiquement parlant, dans le chaos actuel. C'est vraiment le chaos en Espagne à l'heure qu'il est, car le parti fasciste des généraux n'est pas pour un sou moins anarchiste que la gauche...."

Nous nous élevons contre les meurtres contre la destruction des églises par le feu, contre l'extermination de leurs serviteurs, mais nous nous dressons avec une indignation violente contre les horreurs de Badajoz où des meurtres ont été commis au nom de Jésus Christ, au nom de la Sainte Vierge, où des masses d'ouvriers ont été assassinés en son nom sacré. Nous sommes convaincus que le Saint-Père apportera les compléments nécessaires à ces condamnations unilatérales de la gauche, de la part de l'opinion publique catholique dans bien des pays et fera entendre la voix de la justice afin de condamner ces actes scrilèges". (N° du 29 août 1936)

Jusqu'ici le Pape n'a pas fait entendre la voix de la justice pour condamner les assassinats commis contre des ouvriers espagnols.

Tant va la cruche à l'eau (I.T.F.) On nous annonce du troisième Reich que de nombreux ouvriers allemands ne croyaient pas les renseignements donnés par la presse allemande sur le semblant de procès qui s'est déroulé à Moscou et sur l'exécution de 16 bolchévistes. Ils ne croyaient pas que l'Union soviétique pût avoir son "procès sur l'incendie du Reichstag" et son "30 juin 1934" et ils considéraient les nouvelles sur ce "grand procès" et sur l'exécution des collaborateurs de Lénine comme une maligne invention du ministère de la Propagande.

La dictature hitlérienne devient nerveuse (I.T.F.) Après l'anéantissement des syndicats allemands (mai 1933) les présidents des cellules d'entreprise du parti nazi ont été chargés de surveiller les travailleurs et de rapporter à intervalles réguliers--généralement tous les mois-- aux autorités nazies sur l'état d'esprit des travailleurs. Ces rapports ne donnent pas toutefois une image juste du "climat" véritable au sein des entreprises. Les informateurs avaient en effet, afin de démontrer le succès de leur activité, parlé de mois en mois d'un plus grand enthousiasme de sorte que bientôt aucun crescendo n'était plus possible. Aussi, ces rapports avaient-ils bientôt perdu toute leur valeur pour la dictature. C'est pourquoi le ministère de la Propagande s'est adressé dans une circulaire secrète directement aux directions des principales entreprises en les priant de vouloir présenter tous les quinze jours un rapport sur l'état d'esprit des travailleurs notamment sur leur réaction vis-à-vis de la disette des vivres; il fallait spécialement qu'on suive de près les discussions sur le lieu du travail. Les Nazis qui aiment tant se vanter de leur puissance, ont au fond, peur des ouvriers.

Les cellules d'entreprise ont été éliminées; les directions envoient leurs rapports sur la base de renseignements de leurs propres espions. Seules les directions régionales du parti nazi reçoivent encore une copie des rapports des directions.

Sous la croix de la faim.

(I.T.F.) Les marins allemands en voulant désigner la croix gammée, ne parlent plus que de la "croix de la faim"

Dans une session de l'organe central du Front allemand du travail, la "Reichsarbeitskammer", un industriel a constaté que les ouvriers sont indignés du montant des retenues pratiquées sur leurs salaires. Sur un mark de salaire, un ouvrier allemand ne touchait plus en moyenne que 76,7 pfennigs; on lui retenait le 23,3% de son salaire en impôts, primes pour l'assurance sociale et surtout en versements au profit des innombrables organisations nazies. Les indications de l'industriel permettaient de calculer qu'en 1935 uniquement on avait pressuré des ouvriers allemands près d'un milliard de marks au profit de toutes espèces d'organisations. L'industriel déclara que les employeurs étaient particulièrement "préoccupés" par la résistance croissante de la part des travailleurs contre ces taxes au profit des bonzes nazis et il exigea une réduction énergique des cotisations attendu que les travailleurs qui devaient "prendre sur leur bouche" de quoi les payer, demandaient des augmentations de salaire.

Cinq mois plus tard seulement, à l'occasion du congrès de Nuremberg du parti nazi, le Front allemand du Travail a répliqué. Le Dr. Ley y fit lire un discours dans lequel il constate de manière expresse que les ouvriers allemands gagnent assez pour pouvoir s'acheter une "nourriture convenable". Il indique que "le revenu hebdomadaire moyen de l'ouvrier allemand est de 27,80 marks" ("Völkischer Beobachter" du 14 septembre). Toutefois, même si les indications du Dr. Ley, pour qui aucune difficulté n'existe, étaient exactes--l'Office de statistique du Reich indique (dans le 2ème volume d'avril de "Wirtschaft und Statistik") un salaire hebdomadaire moyen de 24,04 marks le salaire moyen net après déduction de toutes les retenues, ne serait pourtant que de 21,32marks. Or, le Dr. Ley déclare que l'ouvrier allemand peut boucler son budget, malgré le coût élevé de la vie, parce que "pour une nourriture convenable" il ne lui faut pas plus de 11,08 marks par semaine. Il a même donné un tableau précis des besoins d'une famille ouvrière avec les prix exacts. Savoir où l'on pourrait faire ses achats aux prix indiqués par le Dr. Ley est une autre affaire! Probablement a-t-il cherché pour chaque article à part l'endroit le meilleur marché de toute l'Allemagne. Dans les grandes villes où habitent la majorité des ouvriers allemands les prix sont considérablement supérieurs. N'empêche que le tableau du Dr. Ley est fort intéressant. Il prouve en effet que dans le Troisième Reich les familles ouvrières ont faim.

Une parallèle entre les quantités de produits alimentaires que, selon le Dr. Ley on peut encore tout juste acquérir avec son salaire et les besoins normaux d'une famille type (suivant les indications de l'Office de Statistique, dans "Wirtschaft und Statistik" d'octobre 1934) le démontre clairement:

	Il faut selon l'Office de statistique:	On peut s'acheter selon le Dr. Ley:
Pain de seigle ou pain bis	7,500 kgs	2 kgs.
Pain de froment	1,500	0,400 "
Pâtes alimentaires et farines	1,875	pas du tout
Sucre	1,125	0,500
Pommes de terre	12,500	3
Légumineuses	0,375	pas du tout
Légumes	3	2
Conserves de légumes	0,250	pas du tout
Viande et poisson	3.400	1,250
Lait	11,1/4 litres	3 litres
Graisse	1.125 kgs	0,500
Fromage	0.375	0,150
Oeufs	9	3

Pour les articles tels que le thé, café, tabac etc. le Dr. Ley s'est prudemment abstenu de donner des indications qui pourraient être comparées à celles de l'Office de statistique.

La qualité d'aliments que peut, selon les constatations du chef du Front du travail, se procurer une famille ouvrière, est

donc bien loin d'être suffisante même suivant des indications de l'Office de statistique national-socialiste. Si le Dr. Ley ose néanmoins qualifier ces portions de famine de "nourriture convenable" c'est une effronterie vis-à-vis des travailleurs allemands sans défense.

Fantaisies.

(I.T.F.) Dans sa proclamation au congrès nazi Hitler affirmait orgueilleusement le 9 septembre que "plus de 1.000 km. d'autostrades sont déjà ouverts au trafic". Suivant le Bulletin de l'Office de statistique du 2 septembre on pouvait à cette date circuler sur une longueur de 567 km. Les 433 autres km. n'existaient que dans la fantaisie du Führer!

La "loi d'airain" d'Hitler. (I.T.F.) (Dans la proclamation lue devant le Congrès du parti nazi le 9 septembre, Hitler déclare: "Il aurait été possible à la direction politique et économique de l'Etat de majorer les salaires de 20 et 40, voire de 50%, mais c'était "la loi d'airain" de la direction nationale-socialiste de ne pas accorder d'augmentations du salaire horaire". A la place de cela, "plus d'une grande société a fait de très bonnes affaires à la suite du réarmement et des travaux pour combattre le chômage. On a pu constater de manière générale que, les sociétés ont pu faire d'amples réserves depuis 1933 et 1934, qu'elles ont pu, comme on dit, garder une poire pour la soif... qu'elles ont sensiblement augmenté les appointements des membres des Conseils d'administration". ("Der Angriff", 30 août 1936).

Collectes dans les entreprises allemandes en faveur des émigrés de l'Espagne.

(I.T.F.) Sur l'initiative de l'organisation pour l'étranger du Front allemand du Travail (identique avec celle du parti nazi) des collectes ont été faites dans de nombreuses entreprises allemandes au profit de Nazis ayant dû émigrer d'Espagne. Le Front du Travail dont l'école de langue à Barcelone était le centre des relations avec les généraux insurgés, avait sans doute compté, après toutes ses campagnes contre les travailleurs espagnols, sur une grande générosité de la part des ouvriers et avait fait proposer partout, par ses représentants, avec les menaces coutumières, de verser "volontairement" un salaire horaire complet pour les "réémigrés". Dans la majorité des cas cependant, les ouvriers n'ont pas versé plus de 5 à 10 pfennigs et cela encore en bougonnant. Dans une grande entreprise qui occupe environ 1.500 personnes, on devait selon la proposition du Front du Travail verser aussi un salaire horaire soit environ 50 à 70 pfennigs par tête. La collecte produisit, y compris le versement de la direction, 112 marks et tout et pour tout! On annonce de plusieurs entreprises que des ouvriers ayant refusé de verser leur obole, ont été congédiés.

Bluff pour l'étranger.

(I.T.F.) Pendant le Congrès international des Loisirs ouvriers de grandes fêtes populaires ont été organisées dans tout le Troisième Reich auxquelles devaient prendre part tous les ouvriers membres de sociétés gymniques ou de chant. Ces manifestations avaient lieu le plus souvent l'après-midi et on donnait congé aux ouvriers. La presse locale indiquait que les heures de travail ainsi perdues étaient rétribuées par l'employeur et cette communication était considérée par les étrangers présents comme une manifestation de l'esprit de la communauté populaire.

En vérité cependant, les heures perdues n'étaient dans la majorité des cas pas rétribuées. Lorsque les ouvriers en question travaillaient en colonnes payées à la tâche, c'était la colonne qui supportait la perte de revenu, sinon c'était l'ouvrier individuel obligé de participer aux fêtes de "Kraft durch Freude".

30 pfennigs-"salaire d'un spécialiste".

(I.T.F.) Le journal quotidien du Front allemand du Travail écrit que, dans un procès qui a eu lieu devant le tribunal de Cobourg, il a été "exposé publiquement que vu les conditions économiques qui existent dans l'industrie allemande à domicile, il faut considérer comme normaux (!) des salaires de 30 pfennigs pour un ouvrier spécialiste et de 20 pfennigs pour des auxiliaires" ("Der Angriff", 8 septembre 1936).

Le bluff de la "suppression définitive" du chômage

(I.T.F.) Le Troisième Reich ne compte pas un million--ainsi que le prétendait Hitler au Congrès du parti nazi-- mais environ 4 millions de chômeurs. Une nouvelle statistique nazie qui, par mégarde, n'avait pas été "mise au pas" donne un démenti aux affirmations du président du parti! Le 1er septembre on a clos la délivrance des "carnets de travail". Suivant les renseignements du "Angriff" (N° du 21 août) 21,6 millions de carnets ont été délivrés aux ouvriers et employés. Suivant la statistique des Caisses d'assurance-maladie, il n'y avait toutefois (fin juillet) que 17,8 ouvriers et employés "occupés". Or, la différence entre les 17,8 millions d'occupés et le nombre des porteurs d'un carnet de travail est de 3,8 millions. Il convient d'ajouter à ce nombre les centaines de milliers de chômeurs contraints à travailler à raison de l'allocation de chômage et d'une indemnité tout à fait insuffisante. Hitler a tout simplement "oublié" 3 millions de chômeurs.

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME

Où trouve-t-on de la documentation clandestine? (I.T.F.) Les Nazis sont effrayés de l'ingéniosité des cheminots qui ont trouvé une nouvelle méthode pour introduire en cachette des tracts clandestins dans les ateliers de réparation rigoureusement surveillés de la Reichsbahn, sans que la Gestapo puisse découvrir les responsables. Indigné, le directeur d'un des principaux ateliers de réparations a à présent lancé l'ordonnance:

"Celui qui trouve de pareils documents subversifs (clandestins) est tenu de me les remettre sans délai... Je signale que les prendre avec soi ou les distribuer à d'autres signifie s'exposer à de rigoureuses persécutions.... Il faut donner l'instruction aux contremaîtres qu'ils renseignent exactement les ouvriers qui relèvent de leurs ordres et qu'ils attirent leur attention sur les sanctions auxquelles peut donner lieu une non-observation de la présente ordonnance."

Dans sa nervosité le directeur a cependant trahi en même temps où l'on peut trouver de pareils documents subversifs: "Ces documents subversifs sont la plupart du temps dissimulés sous les voitures entre les supports et le plancher ou les longerons."

C'est ainsi que cette ordonnance du directeur sert à informer ceux qui ne savent pas encore où on peut trouver les documents interdits et les ouvriers rivalisent de zèle pour découvrir les documents subversifs et pour ne pas les "remettre sans délai."

Une surveillance aggravée. (I.T.F.) Les Nazis tentent de toutes les manières d'empêcher que les marins allemands qui font escale dans des ports de l'étranger y reçoivent des renseignements véridiques sur la situation dans le Troisième Reich. La gravité des sanctions dont on les menace ne semble pas avoir beaucoup impressionné les marins, car toujours à nouveau les Nazis se plaignent de ce que les marins prennent avec eux en contrebande comme "souvenir" des journaux étrangers et des tracts clandestins. Ils se montrent particulièrement froissés par le fait que les "collectionneurs de souvenirs" les plus acharnés sont souvent des membres de longue date d'organisations nazies. C'est pourquoi la section Weser-Ems du parti nazi a lancé aux marins le "dernier avertissement" suivant:

"Malgré des recommandations réitérées de ne pas acheter à l'étranger des journaux ou des tracts interdits en les prenant avec soi à bord et éventuellement même dans le port d'attache et à domicile, nous avons dû faire l'expérience que bien des camarades ne sont pas encore au courant de cette interdiction. Quelques-uns ne semblent pas, tout en connaissant l'interdiction d'importer en Allemagne ces écrits subversifs, être conscients de la peine qui les menace en cas d'infraction. C'est pourquoi tous les chefs de point d'appui et de section locale portent à la connaissance des équipages qui relèvent de leur autorité ce qui suit:

"Tous les journaux étrangers et tracts interdits en Allemagne doivent lorsqu'on les apporte à bord dans un port de l'étranger, être délivrés immédiatement au chef de point d'appui ou de section locale. Si en cas de perquisition on trouve parmi les affaires d'un marin des écrits interdits quelconques, celui-ci est passible d'une punition très sévère. Le fait de ne pas être au courant de l'interdiction ne protège en rien contre la peine! Les membres du parti ne sont pas plus que d'autres autorisés à avoir avec eux à bord des écrits calomnieux quelconques ou de les passer en fraude à la douane, mais doivent, eux aussi, remettre les documents à bord au chef de point d'appui ou de section locale.

Toutes les autorités douanières allemandes ont été invitées à exercer le contrôle le plus rigoureux."

Afin que le chef de point d'appui ou de section locale n'organise pas en suite de son côté -- ainsi que la chose s'est produite -- un cercle de lecture clandestine, fonctionnant avec succès, il est tenu de "délivrer immédiatement dans le premier port, les documents à un homme de confiance du parti muni d'un certificat à cet effet."